

Une première ministre lesbienne et pro-européenne à la tête de la Serbie

La nomination d'Ana Brnabic, 41 ans, par le président Vucic est contestée par les nationalistes

Dans une Serbie placée sous l'emprise totale d'Aleksandar Vucic, le tout-puissant maître de ce pays de 7,2 millions d'habitants, passé au mois d'avril du poste de premier ministre à celui de président, la nomination, jeudi 15 juin, d'un nouveau chef du gouvernement aurait pu relever de l'anecdote. Mais le choix d'Ana Brnabic, ancienne ministre de l'administration d'Etat, est un symbole. Après sa confirmation par le Parlement, où M. Vucic dispose de la majorité absolue, elle deviendra la première femme première ministre de la Serbie, mais surtout la première responsable politique ouvertement homosexuelle à occuper ce poste.

C'est loin d'être anodin dans ce pays très conservateur, où le clergé orthodoxe est particulièrement puissant et où l'homophobie reste prégnante. Les attaques homophobes violentes y sont nombreuses, même si le gouvernement a fait voter plusieurs lois anti-discrimination ces dernières années. En 2016, la présence de M^{me} Brnabic – alors simple ministre – dans le cortège de la Gay

Pride belgradoise avait été remarquée. L'édition 2010 avait donné lieu à des émeutes dans la capitale serbe qui avaient fait plus de 150 blessés. Les trois suivantes ont été annulées à la dernière minute, après les menaces du groupuscule fasciste Obraz.

Connue pour sa loyauté

Comme lors de son entrée au gouvernement en 2016, les critiques n'ont pas manqué à l'annonce de M. Vucic, particulièrement au sein de l'extrême droite mais également au sein de la coalition au pouvoir. Dragan Markovic, le dirigeant de Serbie unie, une petite formation associée au Parti progressiste de Vucic, a déclaré jeudi que M^{me} Brnabic ne serait « pas [s]a première ministre ». Plus récemment, il avait dit souhaiter la désignation à la tête du gouvernement d'un « père de famille qui a des enfants ».

« Il s'agit de déclarations inadéquates et irresponsables, qui sont sans aucun doute discriminatoires », a réagi Ana Brnabic, appuyée par M. Vucic, qui a toujours assuré ne pas s'intéresser à la question et

mis en avant la compétence de sa ministre. Le mouvement nationaliste Nasi, lui, s'est ouvertement demandé si la nomination d'Ana Brnabic était due « à son orientation sexuelle ou à la demande de l'Occident ».

De fait, plus encore que son homosexualité, c'est en réalité la ligne très proeuropéenne de la probable future première ministre qui agite la Serbie, un pays traditionnellement parmi les plus prorusses du continent. Née à Belgrade en 1975, Ana Brnabic a obtenu une maîtrise en administration publique à la Northwood University (Michigan) en 1998, puis un MBA en marketing à l'université anglaise de Hull.

Au début des années 2000, elle débute sa carrière dans le secteur des ONG de développement local, où il lui arrive de gérer des fonds venus de l'agence gouvernementale américaine Usaid. En octobre 2015, alors qu'elle dirige une compagnie de parcs éoliens, Continental Wind Serbia, son nom apparaît brièvement dans un scandale impliquant un proche du premier ministre.

Jeudi, évoquant les négociations d'adhésion en cours avec l'Union européenne, M^{me} Brnabic répétait à l'agence Tanjug son engagement personnel à « faire rentrer la Serbie dans la famille des Etats modernes où l'administration publique travaille de façon efficace au service des citoyens ».

Tout dépendra bien sûr de la volonté d'Aleksandar Vucic, qui est passé maître dans l'art de naviguer entre les exigences de ses partenaires européens et les sentiments prorusses d'une grande partie de son électorat. Il gardera la mainmise sur les grands sujets de politique intérieure comme étrangère, et plus encore sur le dossier du Kosovo. La future première ministre est connue pour sa loyauté à M. Vucic. C'est lui qui, en 2016, l'a fait entrer en politique, la propulsant ministre de l'administration d'Etat et de l'autonomie locale. M^{me} Brnabic elle-même a récemment déclaré qu'à son avis, le président devait « jouer le rôle d'une sorte de mentor du premier ministre, tout du moins au cours des premiers mois ». ■

B. VI.